



MAPA. Marché public de travaux : Extension de l'école T. Monod

Règlement de consultation

1. Acheteur public – maître d'ouvrage

Commune de SADIRAC, 25 route de Créon, 33670 SADIRAC
05.56.30.62.29 – infomairie@sadirac.fr

Représenté par : M. Patrick GOMEZ, le maire

2. Objet du marché public

Extension de l'école T. Monod
Lieu d'exécution : Chemin des écoles à Sadirac
Date de démarrage : 10 juin 2024 (dont 1 mois de préparation)
Fin prévisionnelle des travaux : 30 juin 2025

Code CPV : 45000000-7

2.1 – Date d'envoi et de remise des offres

Date d'envoi de l'avis à la publication : 29 mars 2024

Date et heure limite de remise des offres : 13 mai 2024 à 12h

2.2 Allotissement

Lot n° 1	VRD
Lot n° 2	Gros Œuvre
Lot n° 3	Charpente bois - MOB
Lot n° 4	Etanchéité
Lot n° 5	Menuiseries extérieures
Lot n° 6	Menuiseries Bois
Lot n° 7	Plâtrerie – faux plafonds
Lot n° 8	Revêtements collés
Lot n° 9	Peinture
Lot n° 10	Plomberie - CVC
Lot n° 11	Electricité

L'opérateur économique peut présenter une offre pour tous les lots.

2.3 Variantes

Les variantes ne sont pas autorisées.

Tout ce qui est demandé dans le descriptif en base et en option doit être impérativement chiffré.

2.4 Réservation

Certains lots de ce marché sont réservés à des entreprises adaptées, à des établissements et services d'aide par le travail ainsi qu'à des structures équivalentes, mais également à des structures d'insertion par l'activité économique, ainsi qu'aux entreprises de l'économie sociale et solidaire.

Lots concernés :

Lot 1 : VRD

Lot 9 : Peinture

3. Procédure de passation

Procédure adaptée (CCP, art. L 2123-1 et R 2123-1 et suivants).

4. Visite sur site

Une visite facultative est prévue et ne conditionne pas la recevabilité de la candidature. Merci de prendre rendez-vous auprès de : M. Justin TELON.

Aucune visite ne sera organisée 6 jours avant la date limite de remise des candidatures et des offres. Il ne sera répondu à aucune question oralement pendant la visite. Les candidats sont priés de déposer leurs questions sur le profil d'acheteur. Aucune indemnité, ni frais de déplacement n'est prévu.

5. Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de 90 jours à compter de la date limite de remise des candidatures et des offres.

6. Les documents de la consultation (DC)

6.1 - Contenu des DC

- Le présent Règlement de Consultation (RC)
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)
- Les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (CCTP)
- DPGF
- Les plans, le planning
- Le formulaire DC1 « Lettre de candidature »
- Le formulaire DC2 « Déclaration du candidat individuel ou membre du groupement »
- Annexes

Cette consultation comporte des conditions particulières d'exécution dont le détail est indiqué dans les cahiers des clauses techniques particulières (C.C.T.P.).

6.2 - Téléchargement des DC

Accès libre et gratuit. Sur le profil d'acheteur <http://demat-ampa.fr>

6.3 - Modifications apportées aux DC

L'acheteur se réserve le droit d'apporter, en les portant à la connaissance des candidats au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des candidatures et des offres, des modifications de détail aux documents de la consultation. Ces modifications seront notifiées en temps utile sur les supports de publication. Les candidats devront alors répondre sur cette nouvelle base sans pouvoir émettre de réclamation à ce sujet.

6.4 - Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires relatifs aux documents de la consultation et nécessaires à l'élaboration de l'offre sont envoyés aux opérateurs économiques 6 jours au plus tard avant la date limite fixée pour la remise des candidatures et des offres, pour autant qu'ils en aient fait la demande en temps utile, via profil d'acheteur.

7. Phase Candidature

7.1 – Conditions de participation

- **Aptitude à exercer l'activité professionnelle, capacités économique et financière, capacités techniques et professionnelles.**

L'acheteur s'assure que les opérateurs économiques disposent de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière et/ou des capacités techniques et professionnelles nécessaires à l'exécution du marché.

- **Recours aux capacités d'autres opérateurs économiques.**

Un opérateur économique peut avoir recours aux capacités d'autres opérateurs économiques, quelle que soit la nature juridique des liens qui l'unissent à ces opérateurs. Dans ce cas, il justifie des capacités de ce(s) opérateur(s) économique(s) et apporte la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du marché public. Cette preuve peut être apportée par tout moyen approprié.

- **Représentation simultanée.**

Une même personne ne peut représenter plus d'un candidat pour un même marché.

- **Qualification / Habilitation / Certification / Niveaux minimum exigés.**

L'acheteur peut exiger que les opérateurs économiques disposent d'un niveau d'expérience suffisant, démontré par des références adéquates provenant de marchés exécutés antérieurement. Toutefois, l'absence de références relatives à l'exécution de marchés de même nature ne peut justifier, à elle seule, l'élimination d'un candidat.

Les candidatures ne sont pas recevables, si elles ne sont pas accompagnées des pièces justificatives suffisantes mentionnées ci-dessus ou si elles ne présentent pas des capacités techniques et professionnelles et, des garanties suffisantes.

Cependant, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire compléter leurs dossiers aux candidats qui auraient envoyé un dossier de candidature incomplet ; dans ce cas, tous les candidats seront informés de cette possibilité et des délais impartis pour compléter les dossiers de candidature.

7.2 - Groupement d'opérateurs économiques - co-traitance **Forme de groupement.**

Conformément à l'article R 2142-22 du code de la commande publique, aucune forme de groupement n'est imposée.

Représentation simultanée.

Un même opérateur économique ne pourra être mandataire de plus d'un groupement pour un même lot. Un même prestataire pourra membre de plusieurs groupements.

7.3 - Sous-traitance Déclaration de sous-traitance.

Le candidat qui souhaite sous-traiter une partie de ses missions en s'appuyant sur les capacités et compétences d'un sous-traitant, devra, à peine de rejet, mentionner au mémoire technique ou dans une déclaration de sous-traitance remise au moment du dépôt de la candidature ou de l'offre les informations suivantes :

- La nature des prestations sous-traitées ;
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- Le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- Si le candidat s'appuie sur les capacités et compétences demandées par l'acheteur : les capacités du sous-traitant sur lesquelles il s'appuie ;
- Une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il n'est pas placé dans un cas d'exclusion des marchés publics.

7.3 – Pièces relatives à la candidature Langue.

Les candidatures seront rédigées en langue française, et en euros.

- Le formulaire DC1 - « Lettre de Candidature »
- Le formulaire DC2 - « Déclaration du Candidat »
- L'ordonnance de jugement si le candidat est en cours de redressement judiciaire
La déclaration de sous-traitance comportant les informations prévues à l'article 7.3 du présent RC
- Chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public – CA minimal
- Attestation d'inscription sur un registre du commerce Kbis
- Attestation d'assurance de risques professionnels
- Une liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, assortie d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Ces attestations indiquent le montant, la date et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin
- Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années
- L'indication des titres d'études professionnels du candidat ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services ou de conduite des travaux de même nature que celle du marché public
- Une description de l'outillage, du matériel et de l'équipement technique dont le candidat disposera pour la réalisation du marché public
- L'indication des mesures de gestion environnementale que le candidat pourra appliquer lors de l'exécution du marché public
- Des certificats de qualification professionnelle établis par des organismes indépendants. Dans ce cas, l'acheteur accepte tout moyen de preuve équivalent ainsi que les certificats équivalents d'organismes établis dans d'autres États membres DUME.

L'acheteur accepte que le candidat présente sa candidature sous la forme d'un document unique européen (DUME) établi conformément au modèle fixé par le règlement de la Commission européenne établissant le formulaire type en lieu et place de la déclaration sur l'honneur et autres renseignements demandés dans le cadre de la candidature. Les opérateurs économiques peuvent réutiliser le DUME qui a déjà été utilisé dans une procédure antérieure à

condition de confirmer que les informations qui y figurent sont toujours valables. L'acheteur autorise les candidats à indiquer dans le DUME qu'ils disposent de l'aptitude et des capacités requises sans fournir d'informations particulières sur celles-ci.

8. Phase Offres

8.1 - Attribution du marché à l'offre économiquement la plus avantageuse

L'offre économiquement la plus avantageuse sera retenue conformément aux articles L.2152-1 à L.2152-9 du code de la commande publique sur la base des critères énoncés ci-dessous, l'acheteur se fonde sur une pluralité de critères non discriminatoires et liés à l'objet de marché ou à ses conditions d'exécution.

Critères d'attribution	Pondération	Libellé
Prix	50 %	Sur la base de l'annexe financière
Valeur technique	40 %	Sur la base du mémoire technique <ul style="list-style-type: none">• Capacité de l'entreprise, qualifications, certifications, références sur des ouvrages équivalents : 10• Méthodologie et organisation de chantier : 10• Fiches techniques des matériaux, qualité et origine des produits : 20
Délai	10 %	Sur la base d'un calendrier prévisionnel <ul style="list-style-type: none">• Délais de préparation de chantier et d'exécution et DOE associés

8.2 - Pièces relatives à l'offre Langue.

Les pièces sont rédigées en langue française et en euros.

Pièces relatives à l'offre :

- L'offre financière et technique du titulaire
- Un planning prévisionnel d'exécution des travaux
- Un mémoire technique détaillant : Les pièces fournies doivent permettre d'évaluer l'offre en fonction des critères énumérés ci-dessus.
- Acte d'engagement / attribution.

Le mémoire technique représentera une pièce majeure dans le jugement de l'offre. Le candidat devra donc apporter un effort particulier à la constitution de celui-ci et notamment sur la spécificité de cette opération.

Le prix sera noté et apprécié au regard du montant du détail estimatif/devis. L'acte d'engagement ne sera établi qu'une fois la procédure de passation terminée.

Pour rappel, l'acte d'engagement (d'attribution) n'est établi qu'une fois la procédure de passation terminée. Il n'est donc plus à remettre au moment du dépôt de l'offre. L'acheteur rédigera l'acte d'attribution, le transmettra à l'attributaire pour vérification, date - signature et le retournera ensuite à l'acheteur qui datera et signera.

Tout rabais ou remise de toute nature qui n'est pas expressément autorisé par le présent règlement ne sera pas pris en compte.

En cas de discordance constatée dans une offre, le montant du détail estimatif/devis prévaudra sur l'acte d'engagement, qui sera rectifié en conséquence.

Les offres doivent parvenir à destination avant la date et l'heure indiquées dans le présent règlement. Elles doivent être déposées sous forme électronique sur la plateforme de marchés publics de Gironde Numérique : **<https://demat-ampa.fr>**

• 8.3 - Négociation

À l'issue d'un premier classement, l'acheteur se réserve le droit de négocier via la plateforme <http://demat-ampa.fr> avec les 3 premiers soumissionnaires de chaque lot.

À l'issue de la négociation, l'offre économiquement la plus avantageuse sera retenue selon les mêmes critères d'attribution qu'initialement.

Toutefois, il se réserve la possibilité d'attribuer le marché public sur les bases des offres initiales sans négociation conformément aux dispositions de l'article R 2123-5 du code de la commande publique.

L'acheteur public n'admet pas à la négociation les soumissionnaires ayant remis des offres inacceptables ou irrégulières.

9. Attribution du marché public

Le marché ne peut être attribué qu'au candidat dont l'offre a été retenue que si celui-ci produit dans un délai imparti, sur demande de l'acheteur au moment de l'attribution du marché, des pièces prévues aux articles R 1263-12, D 8222-5, D 8222-7 et D 8254-2 du code du travail, et ce, tous les 6 mois, à savoir :

- Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L 243-15 émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale,
- Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :
 - Une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;
 - Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription ;
 - La liste nominative des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L 5221-2, établie à partir du registre unique du personnel ; S'il ne peut produire ces documents dans le délai imparti, son offre est rejetée et le candidat éliminé.

10. Supports des communications et échanges d'information

Pour obtenir tous renseignements complémentaires nécessaires au cours de l'étude du dossier, les candidats devront obligatoirement poser leurs questions sur la plateforme <http://demat-ampa.fr>

Les réponses aux questions seront circulées à l'ensemble des candidats. Cette demande doit intervenir au plus tard 6 jours avant la date limite de réception des offres.

Principe. Pour rappel, tous les échanges et demandes durant la phase de passation du marché, qui part de la publicité jusqu'au démarrage des prestations, doivent être réalisés par voie dématérialisée, via le profil d'acheteur. Aucun appel téléphonique, ni aucune demande par voie papier ne sera prise en compte.

Copie de sauvegarde. Les candidats ou soumissionnaires peuvent adresser à l'acheteur une copie de sauvegarde des documents transmis par voie électronique. Cette copie ne peut être prise en considération que si elle est parvenue à l'acheteur dans le délai prescrit pour le dépôt des candidatures ou des offres.

Modalités techniques. Vous pouvez consulter gratuitement via ce lien hypertexte les modalités de dématérialisation.

[https://www.economie.gouv.fr/files/files/directions_services/daj/marches_publics/dematerialisation/Guide OE DEF28052020.pdf](https://www.economie.gouv.fr/files/files/directions_services/daj/marches_publics/dematerialisation/Guide_OE_DEF28052020.pdf)

Exigence de la signature électronique du marché : Non

11. Recours

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif de Bordeaux

9 rue Tastet

BP 947

33063 BORDEAUX CEDEX

Tél : 05 56 99 38 00

Télécopie : 05 56 24 39 03

Courriel : greffe.ta-bordeaux@juradm.fr

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes : Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat. Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA. Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à : Tribunal Administratif de Bordeaux

9 rue Tastet

BP 947

33063 BORDEAUX CEDEX

Tél : 05 56 99 38 00

Télécopie : 05 56 24 39 03

Courriel : greffe.ta-bordeaux@juradm.fr